Entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international, dans "Aujourd'hui en France" du 8 septembre 2015, sur la situation en Syrie et la question des réfugiés.

2015-09-08

Q - Un an après la constitution d'une coalition internationale contre Daech en Irak et en Syrie, le groupe terroriste semble toujours aussi actif sur le terrain. Comment lutter plus efficacement ?

R - Pour éradiquer ces terroristes, il faut notamment redonner aux Syriens une perspective politique. Il est donc prioritaire d'accélérer les négociations pour installer à Damas un gouvernement de transition, composé à la fois d'éléments du régime et d'éléments de l'opposition modérée, sans la domination de Bachar. Ce qui alimente Daech, c'est le chaos et le désespoir dont Bachar al-Assad porte la responsabilité en Syrie. Tant que la transition ne sera pas en marche, les efforts nécessaires de la coalition ne seront pas suffisants.

Q - François Hollande a annoncé que la France pourrait désormais frapper en Syrie...

R - Oui. Car en même temps, il faut être militairement actif, puisque Daech nous menace gravement. Depuis des mois, nous nous mobilisons pour lutter contre la radicalisation, pour remonter les filières terroristes qui nous menacent, pour identifier et surveiller les individus qui, depuis la Syrie ou sur notre territoire, voudraient perpétrer des attentats en France. Nous devons amplifier cet effort. C'est le sens des décisions annoncées hier par le président de la République : nous renforçons notre capacité de renseignement par des vols de reconnaissance, pour nous mettre en mesure de frapper, si la situation le justifiait.

Q - Selon notre sondage publié dimanche, 61% des Français sont favorables à une intervention militaire au sol. N'est-ce pas la seule solution pour se débarrasser de l'EI ?

R - Pour mener une telle opération il faudrait plusieurs dizaines de milliers d'hommes, avec probablement de lourdes pertes. Et pour quel résultat ? Pensons aux précédents de l'Irak ou d'Afghanistan ! Les déploiements militaires au sol ont-ils permis dans ces deux cas de venir à bout du terrorisme ? Dans ces deux pays, les opérations n'ont commencé à produire des résultats, tardivement, qu'une fois la dynamique politique enclenchée. C'est cet objectif que nous devons poursuivre en priorité. Alors, ce sont les Syriens eux-mêmes, avec notre appui

s'ils le sollicitent, qui pourront vaincre Daech. De toutes les façons, ce sera un effort de longue haleine.

Q - Certains reprochent à Paris de refuser tout dialogue avec Bachar al-Assad...

R - N'oubliez pas que la famille du petit Aylan, retrouvé mort sur les côtes de Turquie, fuyait la menace non seulement de Daech mais aussi d'Assad. Que pouvons-nous attendre d'un homme à l'origine même du chaos syrien, que le secrétaire général des Nations unies a qualifié de criminel contre l'humanité et qui continue de bombarder son propre peuple ? J'ajoute que la complaisance et les liens souterrains qui existent entre Bachar al-Assad et Daech sont connus.

Dans le même temps, nous savons que nous aurons certainement besoin d'éléments stables du régime syrien pour lutter contre Daech et rétablir, si c'est encore possible, une Syrie où chaque communauté pourra voir respecter ses droits. C'est pourquoi nous devons travailler au plan international à une transition politique, dans laquelle Bachar ne détiendra pas le pouvoir. Sinon, Daech continuera de prospérer.

Q - La France va accueillir 24.000 migrants syriens supplémentaires. Est-ce suffisant ?

R - Quatre millions de réfugiés, trente millions de personnes déplacées par la guerre : la France et l'Union européenne ont un devoir d'assistance devant l'ampleur du drame syrien. Depuis le début du conflit, 6.268 Syriens ont obtenu le statut de réfugié en France. Le président s'est engagé à faire davantage. Mais la France et l'Allemagne ne peuvent agir seules. Tous les pays de l'Union européenne doivent prendre leur part, équitablement. Face à ce drame d'une ampleur inédite, l'Europe doit être fidèle à ses valeurs.

La solidarité, c'est aussi soutenir le Liban, la Jordanie, la Turquie ou l'Irak qui supportent bien plus largement que nous le poids des réfugiés. Deux millions de Syriens sont aujourd'hui en Turquie ; plus d'un million au Liban, c'est-à-dire entre un cinquième et un quart de la population. La France y a consacré près de 100 Meuro. J'annoncerai aujourd'hui un nouvel effort financier en ce sens.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 24 septembre 2015

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/196151-entretien-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-et-du-d